

cependant, je l'ai souvent montré, révolutionnaires qu'en apparence. Penons maintenant les boulangistes, les antisémitistes et les fédéralistes. Leur agitation est violente, leur critique contre la société est fort acerbe, si acerbe qu'ils sont apparus à certains moments, à quelques groupes des partis socialistes comme des auxiliaires. Mais que demandent-ils ? Un changement non pas dans l'économie même, mais dans le personnel gouvernemental plutôt. Quel est pour eux en effet, le fait capital : c'est la corruption du régime dont nous jouissons, c'est-à-dire un fait qui pour nous ne peut être que secondaire, n'est qu'un produit naturel et normal de certaines conditions économiques. Pour nous, le phénomène principal est l'oppression du prolétariat, c'est l'omnipotence du capitalisme, ce que nous prétendons changer ce sont les rapports du capital et du travail. Que demandons-nous ? Nous demandons soit la socialisation des moyens de production, soit le communisme anarchiste, mais quelles que soient les différences doctrinales qui nous peuvent séparer, nous nous accordons en ceci que nous voulons une révolution économique.

Que veulent au contraire les réactionnaires de la révolution ? Un mot résume leurs agitations, mot vague, car il ne s'appuie sur aucune idée, sur aucune doctrine, c'est le mot assainissement. Il faut assainir, disent-ils. Cela signifie ; il faut nous substituer à ceux qui occupent maintenant les cadres gouvernementaux. C'est le fond de la doctrine, et la lutte de ces partis contre les partis de gouvernement n'est qu'une épisode de la concurrence bourgeoise. Mais, tandis que pour se maintenir les uns ont exploité les principes de l'ancienne bourgeoisie libérale et anti-religieuse, les autres exploitent le nationalisme le plus étroit et le chauvinisme moral, si je puis dire, et surexcitent l'égoïsme de la petite bourgeoisie en promettant de satisfaire ses intérêts particuliers : de là les campagnes contre la finance cosmopolite, contre les ouvriers étrangers, contre les grands magasins, de là les propositions de loi contre la naturalisation et pour la décentralisation, c'est-à-dire pour le patriotisme provincial.

Si parmi ces petites écoles bourgeoises, le fédéralisme n'a paru mériter une étude spéciale, c'est que le mot peut prêter à confusion. Il a été employé à la fois par les Girondins et par les fédérés de 1870, par M. de Martignac, par Proudhon, par Bakhounine, par l'Internationale et finalement par quelque douzaine de fédéralistes provençaux et lorrains. Il n'est pas possible que des individualités si diverses aient attribué à ce mot le même sens, aussi y a-t-il eu deux fédéralismes : le fédéralisme conservateur et réactionnaire auquel se rattachent les fédéralistes d'aujourd'hui, et le fédéralisme révolutionnaire, qui autrefois a joué un grand rôle au temps de Proudhon et à l'époque des luttes de l'Internationale et qui ne semble plus être aujourd'hui qu'un point secondaire dans les théories communistes.

Je voudrais avec vous, étudier ce soir l'évolution de ces doctrines et je commencerai par le fédéralisme conservateur qui vous permettra de faire la critique du fédéralisme actuel, celui par exemple, que représentent M. Maurice Barrès et ses amis. Il est bon de chercher des aïeux à ces meneurs puisqu'ils se disent les continuateurs d'un mouvement. Ils déclarent, en effet, que dans le système fédéraliste on doit reconnaître « l'effort séculaire de la race française réalisé grâce à l'expérience américaine. » Assertion fort étrange d'une part, car la nation française, constituée d'abord en petits groupes de races différentes, de coutumes et de mœurs dissemblables, a marché, comme les autres nations de l'Europe, vers l'unité et a tendu non à la division fédérative, mais au contraire à l'homogénéisation. Quant à l'expérience américaine, elle ne peut être invoquée que par des fédéralistes peu renseignés. Lequel d'entre nous ignore que la République américaine, qui fut d'abord une fédération de groupes d'origines diverses, évolue dans le sens de l'unification.

Mais laissons cela et voyons les ancêtres de ces fédéralistes bourgeois ou conservateurs. Leur leader, M. Barrès, a adressé à plusieurs reprises quelques invocations aux Girondins. « La Révolution a-t-il dit, de 89 à 93 fut fédéraliste », et il glorifie les amis de Roland et de Brissot, d'avoir été les ennemis de la centralisation. En réalité la Révolution fut essentiellement unificatrice. De 89 à 93, par les fêtes de la fédération, par l'assentiment que les municipalités donnaient aux actes de la commune de Paris, par sa fidélité aux principes de la Montagne, le peuple montra que le fédéralisme lui était odieux. Les Girondins en firent l'expérience, lamentable pour eux, puisque les provinces leur furent indifférentes et même hostiles, et je ne parle pas seulement des groupements jacobins, je parle de ceux qui étaient en dehors du mouvement politique autant qu'on pouvait en être en dehors pendant ces années. Les Girondins ne firent que l'extrême gauche de la bourgeoisie, ils combattirent pour leurs privilèges contre le peuple révolutionnaire de Paris, et ceux d'entre eux qui échappèrent furent, après Thermidor, parmi les réactionnaires les plus féroces. Libre donc à nos fédéralistes de se réclamer de la Gironde, il n'est pas glorieux d'être les fils des plus égoïstes bourgeois de la Révolution ; mais ils n'ont pas tort de revendiquer cette filiation.

Quant à l'œuvre des hommes de 92 et de 93, l'œuvre des cordeliers, l'œuvre des dantonistes, des enragés, des hébertistes, ce fut la République une et indivisible qui, en unifiant définitivement la France, achevait le travail des siècles et préparait l'évolution nouvelle, celle qui aboutira au triomphe du prolétariat et de la fraternité humaine qui ne sera jamais réalisée dans un monde peuplé de petits groupes hostiles, mais au contraire dans un monde où les différences, c'est-à-dire les hostilités, auront disparu.

Après le grand effort centralisateur de la Révolution, une réaction eut lieu. Lorsque, après 1815, les débris de l'ancien régime rentrèrent en France, ils se sentirent gênés dans la société nouvelle qui s'était constituée en dehors d'eux et même contre eux. Ces cervelles étroites et médiocres incapables à vivre dans le milieu transformé qui était le leur essayèrent de réagir contre lui. En même temps qu'on assistait à une restauration du catholicisme que les émigrés avaient jadis aidé à combattre, on vit évoquer dans le parlement les idées de décentralisation. Ce fut le parti ultra-royaliste qui les défendit, un nom suffira à montrer combien les défenseurs de cette centralisation avaient le droit de parler au nom du progrès : M. de Bonald fut parmi ceux qui réclamèrent la reconstitution

des provinces. C'est au nom de la liberté que combattait M. de Bonald, car c'est toujours en invoquant ce nom que marche la réaction ; elle prétend toujours vouloir délivrer l'individu des chaînes pesantes de la démagogie en lui imposant la bienveillante tutelle du pouvoir et des classes dites supérieures.

En réalité, pour ces hommes, les formules de commune, indépendance régionale, cela signifiait le retour à la vieille France, cela voulait dire la ruine de l'œuvre révolutionnaire et unificatrice à laquelle toute la province avait applaudi en 1793. Ces revendications n'aboutirent pas, mais elles ne furent pas abandonnées et la bourgeoisie conservatrice les reprit souvent, car c'est là, je l'ai dit déjà et je ne saurais trop le répéter, ce mouvement de décentralisation n'a jamais été un mouvement populaire, il n'a jamais été qu'un mouvement présenté par des partis aristocratiques ou bourgeois en vue de faire remettre en vigueur, ou simplement de conserver des privilèges. Il serait trop long d'énumérer les tentatives de ces partis, il me suffira pour prouver ce qu'il importe de prouver, c'est-à-dire le caractère régressif de leur doctrine, d'en citer les défenseurs M. de Serre et M. de Martignac, représentant la vieille aristocratie féodale et foncière, M. Royer Collard représentant la bourgeoisie libérale, la haute bourgeoisie à quartier de noblesse.

Malgré bien des campagnes, malgré d'actifs combats, ce ne fut que sous le second empire que les décentralisateurs remportèrent leur premier succès, quand le décret impérial du 25 mars 1852 qui transmettait aux préfets des attributions jusqu'alors réservées aux ministres, déclara qu'il était nécessaire de décentraliser l'action administrative. Ces considérations, un peu platoniques cependant, activerent les énergies. C'est à Nancy surtout que le mouvement prit de l'extension ; c'est là d'ailleurs qu'il s'était toujours manifesté le plus ardemment et, dès 1835, nous voyons un nancéen, M. Guerrier de Dumas, publier un livre ayant pour titre : *Le pour et le contre sur la résurrection des provinces.*

(A suivre.)

BERNARD LAZARE.

Fédéralisme et Révolution

Conférence faite le lundi 10 février à l'Hôtel des Sociétés savantes, organisée par les étudiants collectivistes et les étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes.

Pourquoi, entre tant de sujets dont l'étude présente peut-être, en apparence, un intérêt plus immédiat, ai-je choisi le Fédéralisme.

Je vais vous en dire les raisons d'abord. Aux époques de crise sociale, à côté des partis avancés, qui réclament une transformation de la société dans le sens de l'évolution naturelle, se forment, généralement parmi les soutiens même de cette société, des partis critiques et régressifs qui attribuent la décomposition du corps au milieu duquel ils vivent à l'oubli des traditions, des rites et des coutumes du passé et à la déchéance de ces institutions.

Dans l'écrasement progressif de l'état capitaliste actuel, ces partis n'ont pas manqué de se montrer. Ils ont pris des noms divers : boulangisme, antisémitisme, fédéralisme, mais s'ils manifestent des tendances multiples, ou plutôt s'ils préconisent des moyens différents pour arriver à leur but, ils ont une doctrine commune : ils ne veulent pas toucher à la constitution économique de la société, et ils aspirent moins à en changer, les rouages qu'à se substituer eux-mêmes aux mécaniciens chargés maintenant de régler le jeu de la machine.

Depuis 1789, la bourgeoisie ne s'est jamais trouvée unie qu'en deux circonstances : en juin 1848 et en 1871, quand il s'est agi d'écraser le prolétariat, et si l'histoire économique de ce siècle est faite du combat du travailleur contre le capital, l'histoire politique est faite de la lutte des partis bourgeois libéraux et conservateurs. Selon celui de ces partis qui est au pouvoir la tactique de combat diffère. Le parti libéral, sous la monarchie de juillet, sous le second Empire, attribue le malaise à l'attachement du gouvernement aux traditions vieillottes et à la forme surannée du gouvernement même. Le parti conservateur l'attribue, au contraire, sous la monarchie de juillet, comme sous l'Empire, comme sous la troisième République à l'oubli de ces traditions.

Selon les circonstances, ces fractions de la bourgeoisie prennent une attitude révolutionnaire et jusqu'à présent elles ont réussi à entraîner dans le cercle de leur action une partie même du prolétariat. Elles ne son

... plus large de l'inutilité des haines séculaires que l'on se transmet de père en fils comme un héritage sans que l'on sache au juste pour qui, ni pourquoi on se tue. L'humanité n'a guère besoin de ce palliatif pour se guérir de ses maux : le remède est tout autre. Ce n'est pas un coup de sabre qui empêchera à jamais la misère de revenir parmi nous. Celui qui crie « vive la guerre » pense quelquefois tout bas au lucratif butin qu'il pourrait y faire. Dans tous les cas ce n'est pas un père, et s'il l'est, il n'en a pas les entrailles.

La saignée, cette fois-ci, sera épouvantable. En sera-t-elle plus efficace pour sauver de l'apoplexie ce monde repu qui se crève de pléthore ? En sera-t-elle plus grandiose pour réparer tout le mal fait et créer l'humanité future sur les propres ruines de l'humanité vécue ? Ce bien immense peut-il naître de cette immense absurdité ?

En songeant à tout ceci, que reste-t-il de notre patriotisme ? L'amour de son coin de terre ? — Nous empêcherait-il d'aimer le restant de l'humanité et pour un Français que j'aime, dois-je haïr un Allemand que j'estime ?

Dans une des dernières chroniques de Nestor, M. Henry Fouquier, à propos justement de la représentation du Théâtre-Libre dont j'ai parlé plus haut, constatait lui-même combien le patriotisme français s'était transformé. « Il est incontestable, disait-il, que, d'année en année, l'idée abstraite de la guerre, sa glorification, son utilité morale perdent du terrain chez nous et peut-être dans le monde entier, et même chez les nations qui gardent des allures militaires. » L'aveu était à retenir de la bouche de quelqu'un qui n'est pas des nôtres. Et plus loin, cette constatation, d'un fait dont on commence enfin à convenir :

taire. Le patriotisme se meurt : ce sont les chauvins qui l'auront tué !

ACHILLE STEENS.

LA

Grève des ouvriers de la confection EN ALLEMAGNE

Dans l'histoire des luttes sociales de l'Allemagne, aucune grève n'a été plus populaire et sympathique à l'opinion publique, que celle des ouvriers et ouvrières de la confection, déclarée ces derniers jours : la presse de tous les partis et le gouvernement lui-même se sont rangés sans réserve du côté des grévistes. Dans le Parlement, le Ministre de l'intérieur a reconnu la nécessité de modifier radicalement les conditions du travail dans l'industrie de la confection ; et il a même exprimé l'espoir que les sentiments si favorables aux grévistes, qui se sont manifestés dans le Reichstag, ne manqueraient pas d'exercer une influence salutaire sur les employeurs, en les amenant à des concessions et il a déclaré que l'intervention de l'Etat dans l'industrie domestique était parfaitement justifiée.

Les représentants les plus autorisés de la bourgeoisie ont été frappés par la déclaration du ministre, et ils ont dû reconnaître que si des désordres ont été évités, et si un mouvement s'est produit parmi les ouvriers et ouvrières de la confection pour améliorer leurs conditions de travail, on le devait à la diffusion, dans les milieux prolétariens, des idées et des sentiments socialistes. On verra sous peu si le gouvernement, dans sa sollicitude pour les classes ouvrières, s'empressera de présenter au Reichstag des lois qui, en accordant au travail une protection plus large et plus sérieuse, pourront être comparées à la législation ouvrière qui existe et fonctionne aujourd'hui en Suisse, en Angleterre et aux Etats-Unis. Mais il ne faut pas y compter, et une fois le danger passé, toute la bienveillance du gouvernement et des classes dirigeantes s'en ira en fumée.

C'est pourquoi les ouvriers et les ouvrières de la confection auraient tort de se bercer d'illusions et sur la foi des déclarations qui ont été faites dans le Reichstag, de renoncer à la lutte qu'ils ont engagée, ou de la continuer mollement ; une grève doit prendre un caractère général et les ouvriers ne doivent traiter avec les employeurs, que par la Commission nommée par eux à cet effet. La lutte imposera aux grévistes bien des souffrances, qu'ils sauront endurer dans l'intérêt du prolétariat tout entier : le moment, d'ailleurs, paraît favorable à la grève. Le monde du travail et l'opinion publique suivent les phases de la lutte, dont Berlin est le centre le plus important, avec une sympathie des plus vives ; l'honneur et l'intérêt exigent que la lutte ne puisse se terminer que par le succès complet des travailleurs.

DU PAIN!...

De tous les droits départis à l'individu, celui qui surpasse tous les autres et sur lequel toutes les opinions devraient s'unir, est le droit à la vie. Droit illusoire en fait, par suite des obligations diverses incombant à la créature humaine décidée à remplir son rôle social. L'état de sujétion qui réduit à l'impuissance ouvriers, employés, écrivains, artistes, abolit ce droit. La société, au lieu de reconnaître la nécessité d'une protection vigilante de ses membres qui ne jouissent pas des facilités de l'existence, ne se met en quête que de répression et de mesures coercitives. Au moins, l'individu dépourvu de tout devrait-il avoir sa subsistance assurée sous la forme la plus usuelle, et ceux qui subissent la domination de leurs employeurs en gémissant de ne pouvoir la fuir, sans une souffrance physique de leur individu, pourraient-ils, faute de mieux, s'enquérir de conditions moins oppressives et de salaires plus adéquats à leurs efforts. C'est dans ce principe qu'il faut rechercher l'origine du *Pain gratuit*.

L'initiative en appartient à M. Victor Barrucand, qui propose la distribution gratuite de l'aliment par excellence sur la présentation d'un carnet d'identité. Ce pain serait fourni par les boulangers des villes et des communes. On aurait recours aux finances municipales pour régler la dépense et des centimes additionnels réservés aux communes donneraient la somme indispensable à la réalisation du projet. Une proposition de loi s'en est suivie : la Chambre sera appelée à délibérer sur la question du pain gratuit.

Maintenant, quel sera son sort ? Les vingt-deux députés signataires obtiendront-ils la victoire voulue ?... Peut-être, la Chambre craindra cet essai de socialisme pratique ; elle préférera s'en tenir aux promesses qui ne coûtent rien... aujourd'hui.

Il est certain que d'éloquents économistes (et quel économiste n'est pas éloquent ?) viendront démontrer l'absurdité de l'idée. « Silence à ceux qui n'ont rien ! Que ceux qui veulent du pain, le gagnent par douze heures d'efforts journaliers, et ne visent point à l'aisance ! Le bonheur, bon pour les employeurs ! Que les autres soient satisfaits de l'existence, sinon... », voilà le fond réel des discours

qu
ta
b
a
F
S
r
t
à
g
u
r
l
l
l
c
a
c
qu
so
Ainsi, dans les manufactures de tabac, dans l'industrie du bois, dans la confection, 2 0/0 environ des ouvrières sont organisées : dans les autres industries la proportion est plus faible. Il faut noter que les femmes travaillant dans l'industrie, à Berlin, sont au nombre de 123,749.

La ligue des organisations professionnelles des femmes en Angleterre vient de publier son rapport annuel, auquel nous empruntons les données suivantes :

Il y a à l'heure actuelle, en Angleterre, 42 associations d'ouvrières, ayant ensemble 28,000 membres environ, appartenant à la Ligue qui, en 1894, a vu augmenter sa force, numérique de 8,212 femmes. Mais en dehors de ces syndicats, qui admettent seulement des femmes, il existe des nombreuses organisations professionnelles, dont les ouvriers et les ouvrières font partie : on évalue à 110,000 le nombre des femmes qui y sont admises. Les femmes appuient les organisations des ouvriers, et ceux-ci à leur tour aident les femmes dans les efforts qu'elles font au moyen des grèves surtout pour obtenir des conditions de travail moins dures.

Ces données, quelque modestes qu'elles paraissent, ne sont pas sans importance pour le mouvement ouvrier, car ce n'est que depuis peu de temps que le travail des femmes dans l'industrie a pris des proportions considérables, grâce surtout aux progrès du machinisme ; la femme, d'ailleurs, par le milieu où elle a vécu jusqu'ici, par ses habitudes casanières, par son éloignement de la vie publique n'a presque pas participé aux luttes sociales, et n'a pas pu, en conséquence, se rendre compte ni de l'antagonisme des intérêts, qui se manifeste dans la Société moderne, entre le capital et le travail, ni des luttes économiques, qui en sont le résultat ; de sorte que, bien souvent elle a entravé ou paralysé les efforts des prolétaires pour résister à l'action néfaste du capitalisme, au moyen sur tout des grèves. Le jour où la femme